

[Texte]

anticipate, trying to engage in prophylactic action or intelligence outside the country.

So I myself do not see a necessary logical contradiction. It is not a question of logic, it is a question of operations, of what is effective, the use of resources. Again I would not claim to have any particular knowledge in that area.

Mr. Lee: Do you think Canada is well capable of studying threats emanating from outside the country, using sources that are open or available to it from inside the country, or by liaising with other countries' security organizations? Do you feel we are capable of meeting the challenge using those types of services?

Prof. Marantz: For what my opinion is worth, that would be my preference. I would think that on the whole that does work well. International agencies are developing. There are multinational efforts. There can be co-operation with other countries. There can be information obtained from other countries. On the whole I would think it is adequate.

Mr. Brewin: Dr. Marantz, I suppose this is not a question with which you can agree, so I will make the statement that I know you are widely regarded as one of Canada's leading experts on developments in the Soviet Union and in eastern Europe. You have given evidence before the external affairs committee of the House of Commons. We are very pleased to have you here to share your perspective with us. It is important to our work.

Can I ask you whether you have had any opportunity to share your knowledge with CSIS at any stage? Have you had any sessions with analysts from CSIS or policy-makers within CSIS that you are able to share with us?

Prof. Marantz: I would have to say for the most part, no. In other words, I certainly have never been approached to have a discussion—except on one occasion, about a week ago, at a rather low level, on a broader question.

But given the kinds of things that I do have some expertise on and the many things that I do not have expertise on, maybe that is not inappropriate. I mean, the kinds of things I am interested in are the broad questions of where the Soviet Union is going, what that means for us as Canadians. I think those things are more properly in the sphere of External Affairs. I have certainly had many contacts with the Department of External Affairs.

Mr. Brewin: I would have thought that if CSIS was going to properly use its resources it should be on top of developments in the Soviet Union and eastern Europe. One way to get that is to talk to people who have studied it, such as yourself.

[Traduction]

plan des ressources, pas plus que souhaitable, de vouloir prévoir les menaces avant qu'elles se manifestent, s'engager dans des mesures préventives à l'extérieur du pays.

Je ne vois donc pas forcément de contradiction sur le plan logique. Ce n'est pas une question de logique, mais plutôt une question qui a trait aux opérations, à l'efficacité, à l'utilisation des ressources. Mais je n'ai aucune connaissance particulière en la matière. Je le répète.

M. Lee: Pensez-vous que le Canada peut bien parvenir à étudier les menaces émanant de l'extérieur du pays, à l'aide des sources qui existent à l'intérieur du pays, ou en entretenant des communications régulières avec des services de sécurité d'autres pays? Selon vous, pouvons-nous relever le défi en utilisant ces genres de services?

M. Marantz: Pour ce que peut valoir mon opinion, c'est ce que je préférerais. Dans l'ensemble, je pense que cela marche bien. Il y a des organismes internationaux qui se développent. Il y a des efforts qui se font sur le plan international. On peut collaborer avec d'autres pays. On peut obtenir des renseignements d'autres pays. Dans l'ensemble, je pense que cela convient.

M. Brewin: Monsieur Marantz, je suppose que vous ne pouvez pas être d'accord. . . Je m'adresserai donc à vous en tant que l'un des experts les plus en vue au Canada au sujet de la situation en Union Soviétique et en Europe de l'Est. Vous avez témoigné devant le comité des Affaires étrangères de la Chambre des communes. Nous sommes très heureux d'avoir l'occasion d'entendre ce que vous avez à dire sur le sujet. C'est important dans le cadre de notre étude.

Avez-vous eu l'occasion de partager vos connaissances avec le SCRS jusqu'à maintenant? Avez-vous déjà eu l'occasion de travailler avec des analystes ou des concepteurs de politiques du SCRS? Le cas échéant, pourriez-vous nous en parler un peu?

M. Marantz: D'une manière générale, je dois dire que non. Autrement dit, on ne m'a sûrement jamais approché pour discuter de quoi que ce soit—si ce n'est à une occasion, il y a environ une semaine, à un niveau plutôt bas, sur une question générale.

Mais compte tenu de ma spécialité, ce n'est peut-être pas plus étonnant que cela. Il faut considérer que je m'intéresse surtout à l'avenir de l'Union Soviétique, et à ce que cela signifie pour les Canadiens. Ce sont peut-être des questions qui sont davantage du ressort des Affaires extérieures. Et j'ai eu bien des contacts avec les gens des Affaires extérieures.

M. Brewin: J'aurais pensé que pour bien utiliser ses ressources, le SCRS devrait être au fait de tous les développements survenant en Union Soviétique et en Europe de l'Est. Et, pour ce faire, l'un des meilleurs moyens serait d'en discuter avec des gens qui ont étudié la question, comme vous.